

Pour un Fonds Solidaire International

Frédéric LORDON

(Chargé de recherche au CNRS)

Si l'on excepte quelques irréductibles qui, sous couleur de dénoncer les « explications sociologiques de la violence » et de les assimiler à une coupable complaisance, persistent à ne rien vouloir mettre en cause des errements de la politique américaine dans la genèse du 11 septembre, l'idée d'un réseau de connexions entre tendances inégalitaires de la mondialisation, excès de l'hégémonie, montée du ressentiment et passage à l'acte maximal, finit tout de même à faire son chemin. Personne n'ira dire que le lien entre inégalités internationales et actes de terrorisme relève des formes de la causalité *directe*, et pourtant seule la cécité volontaire peut faire dénier qu'on passe bel et bien des unes aux autres, par le détour de médiations complexes et dont on peut certes ne pas connaître la forme exacte, mais sans manquer tout de même d'en avoir l'intuition bien fondée. On aurait pu penser qu'un choc de cette ampleur aurait pour effet de mettre en mouvement les réflexions, or, s'il apparaît bien que la population américaine s'est un temps posé la question de savoir d'où vient « qu'on nous haïsse tant », cet écho n'est pas parvenu jusqu'à Washington où les imaginations ne tournent qu'à propos de technologies militaires et de diplomatie coercitive. Si elle avait voulu être un peu plus légitime, l'action de force américaine aurait au moins dû s'accompagner d'une initiative politique de grande ampleur, témoignant d'une capacité d'analyse autocritique des enchaînements qui ont conduit au 11 septembre, et d'une volonté de revenir sur les tendances inégales de la mondialisation, les pratiques unilatérales de l'hégémonie, la poursuite la plus brutale des intérêts américains, c'est-à-dire sur tout ce qui a, sinon directement causé, du moins crée les conditions de possibilité d'un tel événement.

Mais la carence de l'administration républicaine, visiblement hermétique à tout questionnement de ce genre, est totale. C'est donc d'ailleurs que doit venir la réaction. L'ampleur de l'événement, l'incompréhension obtuse des Etats-Unis à propos de l'état du monde et leur persistance acharnée dans les comportements les plus dominateurs créent un état de nécessité et un besoin de rupture qui commandent à l'imagination de reprendre le pouvoir, et même ouvrent un droit à l'utopie qu'on voudrait remettre entre les mains d'une Union européenne dont on n'aurait pas totalement désespéré. Si, pour la convaincre de s'engager, il ne suffisait pas de lui rappeler que s'impliquer dans le rééquilibrage des

tendances de la mondialisation est en soit une tâche aussi urgente qu'honorable, peut-être pourrait-on lui suggérer également qu'elle y trouverait une occasion d'affirmer par là-même son projet de puissance. Car la puissance se manifeste sur la scène internationale par la capacité d'avoir l'initiative de créer des institutions et de leur infuser sa logique propre – et telle est bien la direction de l'utopie qu'on lui propose. S'il lui restait quelque courage politique, et notamment celui de contester l'imperium américain et d'affirmer une autre conception de la régulation internationale, l'Europe s'en donnerait les moyens institutionnels : elle prendrait l'initiative de créer un Fonds Solidaire International, FSI et non pas FMI, où la différence d'une lettre enferme l'altérité radicale des principes, où le remplacement du « monétaire » par le « solidaire » ouvre à un autre ordre du monde, et notamment des relations du Nord et du Sud.

Parce que le déraisonnable de l'utopie politique a probablement pour la société une fonction équivalente à celle du rêve dans l'économie psychique individuelle, l'irréalisme ne doit pas suffire à faire un argument opposable à une proposition qui vaut mieux qu'une disqualification pratique immédiate. Le FMI n'est pas amendable, c'est bien pourquoi il faut le remplacer, et pour ce faire en passer par un acte de rupture. Ce serait le premier avantage du FSI que d'offrir ce minimum exigible de n'importe quelle institution internationale et qui, à la lumière des pratiques actuelles, semble pourtant si lointain et si mirifique : être moins ouvertement – on devrait dire moins éhontément – dédiée à la poursuite exclusive des intérêts géopolitiques américains. Et il faut aussi l'effet de table rase d'une re-création pour envisager de peupler « à neuf » l'institution d'esprits moins obtus que ceux que le FMI mobilise pour faire cautionner les entreprises politiques américaines par la science économique officielle. On dira que les entendements de la haute administration européenne ne sont pas configurés si différemment de ceux de l'actuel FMI. C'est loin d'être faux, c'est pourquoi les modalités de recrutement de la nouvelle institution en seraient l'élément constituant le plus stratégique, où la diversité procéduralement garantie des points de vue, assurant notamment la présence d'experts d'associations et d'économistes non-gouvernementaux, permettraient de consolider le Fonds Solidaire dans sa vocation *dissidente*.

Ne pas méconnaître les immenses difficultés de cette entreprise n'empêche pas d'en goûter les charmes par anticipation : voilà donc une scène de la régulation internationale où le FSI se poserait en concurrent direct du FMI ; les Etats européens mettraient progressivement leurs cotisations au FMI en extinction afin de mieux abonder leur propre fonds – les Etats-Unis qu'on ne peut soupçonner de mauvaise foi ne pourraient rien trouver à y objecter, eux qui pratiquent de si longue date dans les organisations qu'ils veulent dominer l'interruption

brutale de contribution et le chantage financier. Et puis on poserait très simplement aux autres pays du monde la question décisive : « où préférez vous cotiser ? ». La comparaison des conceptions du développement et des principes d'assistance respectifs des deux organisations devraient leur permettre de se déterminer assez facilement... On serait presque prêt à se laisser aller à imaginer que le FSI ne manquerait pas de pouvoir d'attraction, et que le FMI pourrait bien se vider de ses membres. Bien sûr, on imagine les Etats-Unis assez fâchés et peut-être même tentés de dissuader les partants potentiels par d'inavouables pressions. On ne pourrait que regretter ces menées un peu déloyales et surtout parfaitement dérogatoires du jeu de la concurrence, celui-là même dont ils ont l'idéologie à la bouche en toutes circonstances, qu'ils n'ont cessé de vanter à l'usage des autres... et qu'on se propose justement de leur appliquer dans le champ des institutions.

De cette utopie, exposée à tous les mauvais coups des rapports de force internationaux, comme à ceux du « réalisme » des fonctionnaires du néo- ou du social-libéralisme, il y a pourtant maints bénéfices à tirer, aussi bien pour l'Europe que pour les forces du mouvement social. Si vraiment l'Europe, comme ne cesse de le répéter sa rhétorique la plus volontariste, se veut un projet de puissance, il lui faudra bien se décider à sortir du bois et à poser les actes signifiant sa contestation de l'hégémonie américaine et sa revendication d'une part de la direction du monde – non pas d'ailleurs pour la conserver pour elle-même mais dans le projet de la restituer à la communauté internationale la plus élargie. Quant au mouvement social, accaparé pendant deux décennies à endiguer comme il le pouvait les régressions de l'époque, il semble maintenant retrouver le sens des utopies positives et, lassé d'avoir à répondre en catastrophe aux trouvailles incessantes des modèles de société patronaux – un jour la flexibilité, le lendemain le PARE, puis l'épargne salariale, la société du risque... – il reconquiert progressivement sa force de proposition et la capacité d'obliger ses interlocuteurs à se déterminer par rapport à ses idées. La taxe Tobin vaut autant pour ses propriétés macroéconomiques que pour sa capacité à forcer l'entrée du débat public et les multiples interrogations critiques qu'elle emmène dans son sillage d'utopie mobilisatrice. On pourrait imaginer qu'un mot d'ordre de repolitisation de la Banque Centrale Européenne serait doté des mêmes effets d'entraînement. L'utopie d'un Fonds Solidaire International entre elle aussi dans ce registre du déraisonnable qu'il est plus que jamais raisonnable de poursuivre impérieusement.